

**Art. 18.** Dit decreet treedt in werking op de datum vastgesteld door de Regering.  
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 22 december 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek,  
Tewerkstelling en Beroepsopleiding,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

F. 05 — 539

[C — 27111]

**22 DECEMBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon  
portant application du décret du 22 décembre 1994  
instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et organisant sa gestion**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture (ORPAH);

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le transfert des compétences de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles est effectif au 1er janvier 1994 de par l'exécution de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Considérant que la dissolution dudit Office national intervient au 30 décembre 1994;

Considérant qu'il est impératif que soient prises sans délai les mesures permettant la gestion de l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture et de son personnel afin d'éviter toute discontinuité dans l'exercice des compétences transférées;

Sur proposition du Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget, et du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

**Article 1er.** Des attributions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration assure la gestion de l'Office et dispose à cet effet de tous les pouvoirs nécessaires.

Le conseil d'administration peut soumettre au Gouvernement des propositions de modification de texte dont il est chargé de l'application. Il est tenu d'y joindre les éventuelles implications budgétaires. Il peut aussi adresser des avis sur toute proposition ou projet de texte concernant la législation qu'il est chargé d'appliquer.

Le conseil d'administration propose au Gouvernement la composition et les modalités de fonctionnement des sections consultatives. Il soumet annuellement à l'approbation du Gouvernement le programme général de promotion. Ce programme est présenté avant le mois qui précède l'année civile couverte par celui-ci.

Le conseil d'administration autorise toutes les actions judiciaires. Le conseil d'administration organise ses services, il contrôle et vérifie les opérations et écritures. Il propose au Gouvernement ceux de ses pouvoirs qu'il veut déléguer au comité permanent en vue de la gestion courante de l'Office.

**Art. 2.** Du fonctionnement du conseil d'administration.

Sur proposition du comité permanent, le conseil d'administration fixe son règlement d'ordre intérieur qui prévoit notamment :

1° les règles concernant la convocation du conseil à la demande du Ministre ayant l'agriculture dans ses attributions ou de son commissaire, du président ou de la personne chargée de la gestion de l'Office ou de cinq membres;

2° les règles relatives à la présidence en cas d'absence ou d'empêchement du président et du vice-président;

3° la présence d'au moins la moitié des membres pour délibérer valablement, ainsi que les modalités de vote au sein du conseil;

4° le contreseing des opérations financières, la détermination des actes de gestion journalière du conseil d'administration confiés au comité permanent et les conditions de la tenue, de la constatation et de la signature du registre spécial d'inscription des procès-verbaux des délibérations tant du conseil que du comité permanent, y compris la délivrance de copies et d'extraits;

5° les conditions dans lesquelles le conseil peut faire appel à des personnes spécialement compétentes pour l'examen de questions particulières.

Ce règlement d'ordre intérieur et chacune de ses modifications sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par mois, il désigne parmi les membres du personnel de l'Office, la personne chargée de son secrétariat ainsi que son adjoint.

Le montant de l'indemnité à allouer au président et au vice-président ainsi que celui des jetons de présence à allouer aux membres du conseil d'administration, y compris aux commissaires, aux membres avec voix consultative et aux invités, sont déterminés par le Gouvernement et indexés. Le montant des frais de parcours et de séjour est celui appliqué aux fonctionnaires généraux de la Région wallonne. Ces indemnités, jetons et frais sont à charge de l'Office.

#### Art. 3. Des membres du conseil d'administration.

Le Gouvernement nomme le président et le vice-président.

Sur proposition du Ministre concerné, le Gouvernement nomme :

- un représentant du Ministre de l'Agriculture;
- un représentant du Ministre de l'Economie.

Sur proposition des organisations et des associations concernées, le Gouvernement nomme :

- trois représentants de l'Entente syndicale wallonne UPA-UDEF;
- trois représentants de l'Alliance agricole belge;
- un représentant des membres germanophones de la Chambre provinciale d'agriculture de Liège;
- trois membres de l'Entente wallonne des Classes moyennes dont un représentant du secteur de l'agro-alimentaire et du secteur de la distribution;
- trois membres de l'Union wallonne des entreprises dont un représentant du secteur de l'agro-alimentaire et du secteur de la distribution;
- un représentant des consommateurs;
- un représentant de la Section agro-alimentaire de la Commission des labels.

Ces membres ont voix délibérative, il n'y a pas de suppléance.

Le Gouvernement peut démettre le membre absent à plus de trois séances consécutives, sauf pour cas de force majeure. Il pourvoit à son remplacement dans le mois qui suit sa décision.

En cas de vacance d'un mandat à la suite d'un décès, d'une démission ou d'une autre cause, le remplaçant est nommé pour achever le mandat du membre auquel il succède, selon les conditions de la nomination initiale.

Sur décision expresse du Gouvernement, les fonctions de membre peuvent cesser par la perte de la qualité en raison de laquelle il a été nommé.

Siègent, avec voix consultative, les présidents des sections consultatives visées à l'article 5, un représentant de l'Office des produits wallons, un fonctionnaire de la Direction Agriculture de l'Agence wallonne à l'Exportation, ainsi qu'un représentant de l'Interprovinciale des services agricoles.

#### Art. 4. De la gestion courante de l'Office.

Le comité permanent est chargé de la gestion courante et de l'exécution des décisions du conseil d'administration. Il définit les tâches de gestion journalière qu'il délègue au directeur général et à l'inspecteur général. Le comité permanent prépare l'ordre du jour du conseil d'administration. Les attributions et le fonctionnement du comité permanent sont prévus au règlement d'ordre intérieur.

Le directeur général et l'inspecteur général assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative, ils lui donnent toutes les informations et lui soumettent toutes les propositions utiles au bon fonctionnement de l'Office.

Le directeur général est comptable des deniers et valeurs de l'Office; il est dispensé de fournir caution. Il soumet mensuellement la situation comptable de l'Office au conseil d'administration.

Il assume les pouvoirs du fonctionnaire dirigeant dans l'exécution de la loi relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Sur proposition du comité permanent, le conseil d'administration peut autoriser le directeur général et l'inspecteur général à déléguer une partie des pouvoirs qui leur sont conférés, ainsi que la signature de pièces et correspondances. Le directeur général représente l'Office dans les actes publics, judiciaires et extrajudiciaires, et sous seing privé. Il agit valablement en son nom et pour son compte, sans avoir à justifier d'une décision du conseil d'administration. Toutefois, dans les actes qui engagent l'Office au-delà d'une somme à déterminer par le conseil d'administration, la signature du président du conseil d'administration est également requise. Avec l'accord du conseil, le directeur général peut déléguer à un ou plusieurs membres du personnel son pouvoir de représenter l'Office devant les juridictions civiles et administratives.

En cas d'empêchement du directeur général, ses pouvoirs sont exercés par l'inspecteur général. Si celui-ci est empêché, le comité permanent désigne un membre du personnel de l'Office d'un rang de directeur pour exercer les fonctions.

#### Art. 5. Des sections consultatives.

Sur proposition du conseil d'administration, le Ministre de l'Agriculture soumet le projet de composition des sections consultatives au Gouvernement wallon qui en nomme les membres.

Les conditions qui régissent la durée et le renouvellement des membres du conseil d'administration s'appliquent aux membres des sections consultatives. Celles-ci assureront notamment la représentation des secteurs grandes cultures, horticulture, élevage et viande, lait et dérivés ainsi que petit élevage et pisciculture.

Chaque section étudie tous les problèmes concernant la promotion des produits relevant de sa compétence. Chaque section peut demander qu'une cotisation obligatoire par produit ou par groupe de produits qui relèvent de sa compétence soit instaurée. A cet effet, elle propose le montant, le mode de perception et la durée desdites cotisations. Elle propose également l'usage qui sera fait des fonds ainsi récoltés. Ces propositions et avis sont communiqués au conseil d'administration par l'intermédiaire du comité permanent.

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de l'avis du conseil d'administration, le Gouvernement wallon arrête le montant, le mode de perception desdites cotisations.

**Art. 6. Du contrôle et du régime financier de l'Office.**

Outre le rapport d'activité annuel, l'Office communique aux Ministres qui ont l'Agriculture et le Budget dans leurs attributions chaque rapport du conseil d'administration et du comité permanent.

L'exercice comptable de l'Office coïncide avec l'année civile.

L'Office tient une comptabilité en partie double. Les opérations financières de l'Office doivent porter la signature du directeur général ou de l'inspecteur général et être contresignées par le président du conseil d'administration ou à défaut le vice-président.

En cas d'empêchement de ces derniers, le contreseing est celui des membres du conseil d'administration désigné par celui-ci à cet effet.

**Art. 7. Des cotisations.**

Les dispositions des arrêtés royaux des 31 juillet 1989, 22 mai 1990, 2 janvier 1991, 28 novembre 1991, 4 mai 1992, 15 juin 1993 et des arrêtés du Gouvernement wallon des 16 décembre 1993, 24 mars 1994 et 24 novembre 1994 relatives aux cotisations obligatoires destinées à la promotion des débouchés des produits des sections consultatives constituées au sein de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles sont exercées par l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture.

**Art. 8. Exécution.**

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget et le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 9. Entrée en vigueur.**

La date d'entrée en vigueur du décret du 22 décembre 1994 instituant l'Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture est fixée au 31 décembre 1994.

Le présent arrêté entre en vigueur à la même date.

Namur, le 22 décembre 1994.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,  
**R. COLLIGNON**

Le Ministre des Affaires Intérieures, de la Fonction publique et du Budget,  
**B. ANSELME**  
Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,  
**G. LUTGEN**

## ÜBERSETZUNG

D. 95 — 539

[C — 27111]

**22. DEZEMBER 1994.** — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Anwendung des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture » (Regionales Amt zur Förderung der Landwirtschaft und des Gartenbaus) (O.R.P.A.H.) und zur Organisierung seiner Verwaltung

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture » (O.R.P.A.H.);

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, in ihren durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 abgeänderten Fassung;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Übertragung der Zuständigkeiten des « Office national des débouchés agricoles et horticoles » (Nationales Amt für landwirtschaftliche Absatzmärkte) am 1. Januar 1994 durch die Ausführung des Sondergesetzes vom 16. Juli 1993 zur Vollendung der föderalen Struktur des Staates effektiv geworden ist;

In der Erwägung, daß die Auflösung des besagten « Office national » am 30. Dezember 1994 stattfindet;

In Anbetracht der dringlichsten Notwendigkeit, Maßnahmen für die Verwaltung des « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture » und seines Personals zu treffen, um jede Unterbrechung in der Ausübung der übertragenen Zuständigkeiten zu vermeiden;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts und des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung:

**Artikel 1. Befugnisse des Verwaltungsrats.**

Der Verwaltungsrat gewährleistet die Verwaltung des Amtes und verfügt zu diesem Zweck über alle notwendigen Befugnisse.

Der Verwaltungsrat kann der Regierung Vorschläge zur Abänderung der Texte, mit deren Anwendung er beauftragt ist, vorlegen.

Er muß ihnen die eventuellen Auswirkungen auf den Haushalt beifügen. Er kann auch über jeden Textentwurf bzw. -vorschlag betreffend die Gesetzgebung, mit deren Anwendung er beauftragt ist, Gutachten abgeben.

Der Verwaltungsrat schlägt der Regierung die Zusammensetzung und die Arbeitsweise der Beratungsabteilungen vor. Er legt der Regierung das allgemeine Förderungsprogramm jährlich zur Genehmigung vor. Dieses Programm wird vor dem Monat, der das von ihm gedeckte Kalenderjahr vorangeht, vorgelegt.

Der Verwaltungsrat genehmigt alle gerichtlichen Verfahren. Der Verwaltungsrat organisiert seine Dienststellen, kontrolliert und überprüft die Geschäfte und die Buchführung. Er schlägt der Regierung vor, welche seiner Befugnisse er dem ständigen Ausschuss für die laufende Verwaltung des Amtes abtreten will.

#### Art. 2. Arbeitsweise des Verwaltungsrates.

Auf Vorschlag des ständigen Ausschusses setzt der Verwaltungsrat seine Geschäftsordnung fest, in der insbesondere das folgende vorgesehen wird:

1° die Regeln bezüglich der Einberufung des Rates auf Antrag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, oder auf Antrag seines Kommissars, des Vorsitzenden oder der mit der Verwaltung des Amtes beauftragten Person, oder von fünf Mitgliedern;

2° die Regeln in bezug auf die Vorsitzführung im Falle der Abwesenheit oder der Verhinderung des Vorsitzenden oder des stellvertretenden Vorsitzenden;

3° die Anwesenheit von mindestens der Hälfte der Mitglieder, damit die erfaßten Beschlüsse gültig sind, sowie die Wahlmodalitäten innerhalb des Rates;

4° die Gegenzeichnung der finanziellen Geschäfte, die Bestimmung der Handlungen täglicher Geschäftsführung des Verwaltungsrates, mit denen der ständige Ausschuss beauftragt ist, und die Bedingungen für die Haltung, die Prüfung und die Unterzeichnung des Sonderregisters für die Eintragung der Protokolle der Beschlüsse sowohl des Rates als auch des ständigen Ausschusses, einschließlich der Erteilung von Kopien und Auszügen;

5° die Bedingungen, unter denen der Rat die Mitwirkung von besonders fachkundigen Personen für die Überprüfung bestimmter Fragen anfordern kann.

Diese Geschäftsordnung und jede ihrer Abänderungen werden der Genehmigung der Regierung unterworfen.

Der Verwaltungsrat tagt mindestens einmal im Monat, er bezeichnet unter den Personalmitgliedern des Amtes die Person, die mit seinem Sekretariat beauftragt wird, sowie deren Beigeordneten.

Die Höhe der dem Vorsitzenden und dem stellvertretenden Vorsitzenden zu gewährenden Entschädigung sowie der Betrag der Anwesenheitsvergütungen, die den Mitgliedern des Verwaltungsrates, einschließlich der Kommissare, der Mitglieder mit beratender Stimme und der Gäste zu bewilligen sind, werden durch die Regierung festgelegt und an den Index gebunden. Der Betrag der Fahrt- und Aufenthaltskosten ist derjenige, der für die Generalbeamten der Wallonischen Region gilt. Diese Entschädigungen, Vergütungen und Kosten gehen zu Lasten des Amtes.

#### Art. 3. Mitglieder des Verwaltungsrates.

Die Regierung ernennt den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden.

Auf Vorschlag des betreffenden Ministers ernennt die Regierung:

- einen Vertreter des Ministers der Landwirtschaft;
- einen Vertreter des Ministers der Wirtschaft.

Auf Vorschlag der betreffenden Organisationen und Vereinigungen ernennt die Regierung:

- drei Vertreter der « Entente syndicale wallonne UPA-UDEF » (Wallonischer gewerkschaftlicher Verband UPA-UDEF);
- drei Vertreter der « Alliance agricole belge » (belgisches landwirtschaftliches Bündnis);
- einen Vertreter der deutschsprachigen Mitglieder der « Chambre provinciale d'agriculture » (provinziale Landwirtschaftskammer) von Lüttich;
- drei Mitglieder der « Entente wallonne des classes moyennes » (Wallonischer Verband des Mittelstands), von denen einen Vertreter der Agrarnahrungsmittelindustrie und einen des Sektors der Vertriebswirtschaft;
- einen Vertreter der Verbraucher;
- einen Vertreter der Abteilung landwirtschaftliche Nahrungsmittel des « Commission des labels » (Ausschuss der Gattungs- und Gütezeichen).

Diese Mitglieder haben eine beschließende Stimme und keine Stellvertretung.

Die Regierung darf ein Mitglied absetzen, das bei mehr als drei aufeinanderfolgenden Sitzungen abwesend gewesen ist, außer bei höherer Gewalt. Sie ersetzt dieses Mitglied innerhalb des Monats nach ihrem Beschluß.

Wenn eine Stelle infolge eines Ablebens, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund frei geworden ist, wird der Nachfolger, der das Mandat des früheren Mitglieds beendet, unter denselben Bedingungen wie sein Vorgänger ernannt.

Auf ausdrücklichem Beschluß der Regierung kann das Amt eines Mitglieds aufhören, wenn dieses Mitglied die Eigenschaft, aufgrund deren es ernannt wurde, verliert.

Mit beratender Stimme tagen die Vorsitzenden der in Artikel 5 erwähnten Beratungsabteilungen, ein Vertreter des « Office des produits wallons » (Amt der Wallonischen Produkte), ein Beamter der Direktion Landwirtschaft der « Agence wallonne à l'exportation » (Wallonische Exportagentur) sowie ein Vertreter der « Interprovinciale des services agricoles » (interprovinziale Gesellschaft der landwirtschaftlichen Dienststellen).

#### Art. 4. Laufende Verwaltung des Amtes.

Der ständige Ausschuss wird mit der laufenden Verwaltung und der Ausführung der Beschlüsse des Verwaltungsrates beauftragt. Er bestimmt die Aufgaben der täglichen Verwaltung, die er dem Generaldirektor und dem Generalinspektor abtritt. Der ständige Ausschuss bereitet die Tagesordnung des Verwaltungsrates vor. Die Befugnisse und die Arbeitsweise des ständigen Ausschusses werden in der Geschäftsordnung vorgesehen.

Der Generaldirektor und der Generalinspektor wohnen den Versammlungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme bei, sie geben ihm jede nützliche Information und legen ihm jeden Vorschlag vor, der für den reibungslosen Ablauf der Arbeitsweise des Amtes nützlich ist.

Der Generaldirektor führt die Buchhaltung der Gelder und Werte des Amtes, und er ist davon befreit, Bürgschaft zu leisten. Er legt die Finanzlage des Amtes dem Verwaltungsrat monatlich vor.

Er übernimmt die Befugnisse des leitenden Beamten bei der Ausführung des Gesetzes über die öffentlichen Aufträge von Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen.

Auf Vorschlag des ständigen Ausschusses kann der Verwaltungsrat dem Generaldirektor und dem Generalinspektor erlauben, einen Teil der ihnen gewährten Befugnisse sowie die Unterzeichnung von Urkunden und Schreiben zu delegieren. Der Generaldirektor vertritt das Amt für die öffentlichen, Gerichts- und außergerichtlichen Urkunden und privatschriftlich. Er handelt rechtsgültig in seinem Namen und auf seine Rechnung, ohne einen Beschluß des Verwaltungsrates rechtfertigen zu müssen. Bei den Geschäften, durch die das Amt für

einen höheren Betrag als eine durch den Verwaltungsrat noch zu bestimmende Summe verpflichtet wird, ist die Unterzeichnung des Vorsitzenden des Verwaltungsrats jedoch ebenfalls erforderlich. Mit der Zustimmung des Rates kann der Generaldirektor einem oder mehreren Personalmitgliedern seine Befugnis, das Amt vor den Zivil- und Verwaltungsgerichten zu vertreten, übertragen.

Falls der Generaldirektor verhindert ist, werden seine Befugnisse durch den Generalinspektor ausgeübt. Wenn dieser verhindert ist, bezeichnet der ständige Ausschuss ein Mitglied des Personals des Amtes mit dem Rang eines Direktors, um sein Amt auszuüben.

#### Art. 5. Beratungsabteilungen.

Auf Vorschlag des Verwaltungsrates legt der Minister der Landwirtschaft das Projekt für die Zusammensetzung der Beratungsabteilungen der Wallonischen Regierung vor; diese ernennt die Mitglieder dieser Abteilungen.

Die Bedingungen für die Dauer und die Erneuerung der Mitglieder des Verwaltungsrates gelten für die Mitglieder der Beratungsabteilungen. Diese vertreten insbesondere die Sektoren Großanbau, Gartenbau, Zucht und Fleisch, Milch und ihre Derivate sowie Kleinviehzucht und Fischzucht.

Jede Abteilung behandelt alle Probleme bezüglich der Förderung der Produkte, die unter ihre Zuständigkeit fallen. Jede Abteilung kann verlangen, daß ein Pflichtbeitrag pro Produkt oder Gruppe von Produkten, das bzw. die unter ihre Zuständigkeit fällt, eingeführt wird. Zu diesem Zweck schlägt sie die Höhe, die Erhebungsart und die Dauer dieser Beiträge vor. Sie schlägt ebenfalls die zukünftige Benutzung der so gesammelten Gelder vor. Diese Vorschläge und Gutachten werden dem Verwaltungsrat durch Vermittlung des ständigen Ausschusses übermittelt.

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und auf Begutachtung des Verwaltungsrates bestimmt die Regierung die Höhe und die Erhebungsart dieser Beiträge.

#### Art. 6. Kontrolle und Finanzregelung des Amtes.

Zusätzlich zum jährlichen Tätigkeitsbericht übermittelt das Amt den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft und der Haushalt gehören, jeden Bericht des Verwaltungsrates und des ständigen Ausschusses.

Das Rechnungsjahr entspricht dem Kalenderjahr.

Das Amt führt eine teilweise doppelte Buchhaltung. Die finanziellen Geschäfte des Amtes müssen die Unterzeichnung des Generaldirektors oder des Generalinspektors und die Gegenzeichnung des Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder mangels deren des Stellvertretenden Vorsitzenden tragen. Falls diese verhindert werden, tragen sie die Gegenzeichnung des Mitglieds des Verwaltungsrats, der zu diesem Zweck vom Rat bezeichnet worden ist.

#### Art. 7. Beiträge.

Die Verfügungen der Königlichen Erlasse vom 31. Juli 1989, vom 22. Mai 1990, vom 2. Januar 1991, vom 28. November 1991, vom 4. Mai 1992, vom 15. Juni 1993 und der Erlasse der Wallonischen Regierung vom 16. Dezember 1993, vom 24. März 1994 und vom 24. November 1994 über die Pflichtbeiträge zur Förderung der Absatzmärkte für die Produkte der innerhalb des « Office national des débouchés agricoles et horticoles » (Nationalen Amtes für Landwirtschaftliche Absatzmärkte) errichteten Beratungsabteilungen werden durch das « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture » ausgeführt.

#### Art. 8. Ausführung.

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts und der Minister der Umwelt, der Naturschütze und der Landwirtschaft werden jeder in seinem Bereich mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

#### Art. 9. Inkrafttreten.

Das Datum des Inkrafttretens des Dekrets vom 22. Dezember 1994 zur Errichtung des « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture » wird auf den 31. Dezember 1994 festgelegt.

Der vorliegende Erlaß tritt am selben Tag in Kraft.

Namur, den 22. Dezember 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

B. ANSELME

Der Minister der Umwelt, der Naturschütze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

N. 95 — 539

[C — 27111]

22 DECEMBER 1994. — Besluit van de Waalse Regering houdende toepassing van het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture » (Gewestelijke Dienst voor de promotie van de land- en tuinbouw) en tot organisatie van zijn beheer

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture » (Gewestelijke Dienst voor de promotie van de land- en tuinbouw) (ORPAH);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 18 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de overdracht van de bevoegdheden van de « Office national des débouchés agricoles et horticoles » (Nationale Dienst voor afzet van land- en tuinbouwproducten) effectief is op 1 januari 1994 wegens de uitvoering van de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur;

Overwegende dat de ontbinding van de nationale dienst op 30 december 1994 plaatsvindt;

Overwegende dat hoogdringende maatregelen moeten genomen worden voor het beheer van de « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture » en zijn personeel om een onderbreking van de uitoefening van de overgedragen bevoegdheden te vermijden;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting en van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

#### Artikel 1. De bevoegdheden van de raad van bestuur.

De raad van bestuur zorgt voor het beheer van de Dienst en beschikt daartoe over alle nodige machten.

De raad van bestuur kan voorstellen doen aan de Regering om teksten die hij moet toepassen te wijzigen. Hij dient er de eventuele weerslag op de begroting bij te voegen. Hij kan ook adviezen geven over elk voorstel of ontwerp van tekst betreffende de wetgeving die hij moet toepassen.

De raad van bestuur stelt aan de Regering de samenstelling en de werkingswijze van de consultatieve afdelingen voor. Jaarlijks legt hij het algemeen promotieprogramma aan de goedkeuring van de Regering voor. Dit programma wordt voorgesteld vóór de maand die het kalenderjaar voorafgaat, waarop het betrekking heeft.

De raad van bestuur machtigt alle rechtsgedingen. De raad van bestuur organiseert zijn diensten, hij houdt toezicht op en controleert de verrichtingen en overboeking. Hij doet een voorstel aan de Regering betreffende zijn bevoegdheden die hij wil overdragen aan het vast comité voor het dagelijks beheer van de Dienst.

#### Art. 2. De werking van de raad van bestuur.

Op de voordracht van het vast comité stelt de raad van bestuur zijn huishoudelijk reglement op dat onder meer voorziet in :

1<sup>o</sup> de regels betreffende de bijeenroeping van de raad op het verzoek van de Minister van Landbouw of van zijn commissaris, van de voorzitter of van de persoon belast met het beheer van de Dienst of van vijf leden;

2<sup>o</sup> de regels in verband met het voorzitterschap indien de voorzitter en de ondervoorzitter afwezig of verhinderd zijn;

3<sup>o</sup> de aanwezigheid van ten minste de helft van de leden om geldig te beraadslagen, alsook de stemmingswijze in de raad;

4<sup>o</sup> de medeondertekening van de financiële verrichtingen, de bepaling van de handelingen van dagelijks beheer van de raad van bestuur toevertrouwd aan het vast comité en de voorwaarden van het houden, de vaststelling en de ondertekening van het bijzonder inschrijvingsregister van de verslagen van de vergaderingen zowel van de raad als van het vast comité, met inbegrip van de afschriften en uittreksels;

5<sup>o</sup> de voorwaarden waaronder de raad beroep kan doen op bijzonder bevoegde personen voor het onderzoek van specifieke vragen.

Dit huishoudelijk reglement en iedere wijziging worden ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd.

De raad van bestuur vergadert ten minste één keer per maand. Hij duidt onder de personeelsleden van de Dienst de persoon aan, die belast wordt met zijn secretariaat, alsmede zijn adjunct.

Het bedrag van de aan de voorzitter en ondervoorzitter toe te kennen vergoeding, alsook het bedrag van het aan de leden van de raad van bestuur, de commissarissen, de leden met raadgevende stem en uitgenodigden inbegrepen toe te kennen presentiegeld, worden door de Regering vastgesteld en geïndexeerd. Het bedrag van de reis- en verblijfkosten is dat dat toegepast wordt op de opperambtenaren van het Waalse Gewest.

Deze vergoedingen, presentiegelden en kosten zijn ten laste van de Dienst.

#### Art. 3. De leden van de raad van bestuur.

De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Regering benoemd.

Op de voordracht van de betrokken Minister, benoemt de Regering :

— een vertegenwoordiger van de Minister van Landbouw;

— een vertegenwoordiger van de Minister van Economie.

Op de voordracht van de betrokken organisaties en verenigingen, benoemt de Regering :

— drie vertegenwoordigers van de « Entente syndicale wallonne UPA-UDEF »;

— drie vertegenwoordigers van de « Alliance agricole belge » (Belgische Boerenbond);

— een vertegenwoordiger van de Duitstalige leden van de provinciale landbouwkamer van Luik;

— drie leden van de « Entente wallonne des Classes moyennes », onder wie een vertegenwoordiger van de agrovoedingssector en van de distributiesector;

— drie leden van de « Union wallonne des Entreprises », onder wie een vertegenwoordiger van de agrovoedingssector en van de distributiesector;

— een vertegenwoordiger van de verbruikers;

— een vertegenwoordiger van de afdeling agrovoeding van de Commissie van de keurmerken.

Deze leden hebben raadgevende stem; er zijn geen plaatsvervangers.

De Regering kan een lid ontslaan dat meer dan drie opeenvolgende vergaderingen niet bijwoont, behalve in geval van overmacht. Zij voorziet in zijn vervanging binnen de maand na haar beslissing.

Indien een mandaat vakant is wegens een overlijden, een ontslag of een andere reden wordt de vervanger benoemd om het mandaat van het lid dat hij opvolgt te beëindigen, onder dezelfde voorwaarden dan de eerste benoeming.

Op uitdrukkelijke beslissing van de Regering kunnen de functies van een lid eindigen door het verlies van de hoedanigheid waarbij hij benoemd werd.

De voorzitters van de in artikel 5 bedoelde consultatieve afdelingen, een vertegenwoordiger van de « Office des produits wallons » (Dienst van de Waalse Producten), een ambtenaar van de Directie Landbouw van de « Agence wallonne à l'Exportation » (Waal Exportagentschap), alsmede een vertegenwoordiger van de interprovinciale van de landbouwdiensten zetelen met raadgevende stem.

**Art. 4. Het dagelijks beheer van de Dienst.**

Het vast comité is belast met het dagelijks beheer en met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur. Het bepaalt de taken van dagelijks beheer die het aan de directeur-generaal en aan de inspecteur-generaal overdraagt. Het vast comité stelt de agenda van de raad van bestuur op. De bevoegdheden en de werking van het vast comité zijn voorzien in het huishoudelijk reglement.

De directeur-generaal en de inspecteur-generaal wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem; zij verschaffen het alle inlichtingen en leggen het alle voorstellen voor die nuttig zijn voor de goede werking van de Dienst.

De directeur-generaal houdt de boeken van de gelden en waarden van de Dienst; hij hoeft geen borgtocht te stellen. Maandelijks legt hij de boekhouding van de Dienst voor aan de raad van bestuur.

Hij verzekert de bevoegdheden van de opperambtenaar in de uitvoering van de wet betreffende de openbare opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Op de voordracht van het vast comité kan de raad van bestuur de directeur-generaal en de inspecteur-generaal machtigen een deel van de hun toegekende bevoegdheden, alsook de ondertekening van de bescheiden en de briefwisseling over te dragen. De directeur-generaal vertegenwoordigt de Dienst in de openbare, gerechtelijke en buitengerechtelijke, alsook onderhandse akten. Hij handelt op een geldige wijze in zijn naam en voor zijn rekening, zonder een beslissing van de raad van bestuur hoeven te rechtvaardigen. Nochtans, wat betreft handelingen die de Dienst verbinden boven een door de raad van bestuur te bepalen bedrag, is de handtekening van de voorzitter van de raad van bestuur eveneens geëist. In overeenstemming met de raad kan de directeur-generaal zijn bevoegdheid de Dienst te vertegenwoordigen voor de burgerlijke en administratieve gerechten aan één of meerdere personeelsleden overdragen.

Indien de directeur-generaal verhinderd is worden zijn bevoegdheden uitgeoefend door de inspecteur-generaal. Indien deze verhinderd is, wordt een personeelslid van de Dienst met de rang van directeur door het vast comité aangewezen om de functies waar te nemen.

**Art. 5. De consultatieve afdelingen.**

Op de voordracht van de raad van bestuur legt de Minister van Landbouw het ontwerp van de samenstelling van de consultatieve afdelingen voor aan de Waalse Regering die de leden ervan benoemt.

De voorwaarden die de termijn en de vernieuwing van de leden van de raad van bestuur regelen zijn toepasselijk op de leden van de consultatieve afdelingen. Zij zorgen onder meer voor de vertegenwoordiging van de sectoren grote teelten, tuinbouw, fokkerij en vlees, zuivel en zuivelproducten, alsook kleinvee en visteelt.

Elke afdeling onderzoekt alle problemen verbonden aan de promotie van de produkten van haar bevoegdheid. Elke afdeling kan vragen dat een verplichte bijdrage per produkt of per groep produkten die tot haar bevoegdheid behoren, ingesteld wordt. Daartoe doet zij een voorstel voor het bedrag, de ontvangstwijze en de duur van genoemde bijdragen. Zij maakt ook een voorstel voor het gebruik van de zodanig geïnde fondsen.

Deze voorstellen en adviezen worden door toedoen van het vast comité aan de raad van bestuur overgemaakt.

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en op advies van de raad van bestuur bepaalt de Waalse Regering het bedrag, de ontvangstwijze van genoemde bijdragen.

**Art. 6. Het toezicht op en het financieel stelsel van de Dienst.**

Buiten het jaarlijks activiteitenverslag doet de Dienst ook elk verslag van de raad van bestuur en van het vast comité toekomen aan de Ministers tot wiens bevoegdheden de Landbouw en de Begroting behoren.

Het boekjaar van de Dienst stemt overeen met het kalenderjaar.

De Dienst houdt een dubbele boekhouding. De financiële verrichtingen van de Dienst moeten door de directeur-generaal of door de inspecteur-generaal ondertekend zijn en medeondertekend door de voorzitter van de raad van bestuur of, bij gebreke, van de ondervoorzitter.

Indien deze verhinderd zijn worden zij medeondertekend door de leden van de raad van bestuur die door de raad daarvoor aangewezen zijn.

**Art. 7. De bijdragen.**

De bepalingen van de koninklijke besluiten van 31 juli 1989, 22 mei 1990, 2 januari 1991, 28 november 1991, 4 mei 1992, 15 juni 1993 en van de besluiten van de Waalse Regering van 16 december 1993, 24 maart 1994 en 24 november 1994 betreffende de verplichte bijdragen bestemd voor de bevordering van de afzet van de produkten van de consultatieve afdelingen opgericht in de schoot van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwprodukten worden toegepast door de « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture ».

**Art. 8. Uitvoering.**

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting en de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 9. Inkrachttrading.**

De datum van inkrafttrading van het decreet van 22 december 1994 tot oprichting van de « Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture » (Gewestelijke Dienst voor de promotie van de land- en tuinbouw) is vastgesteld op 31 december 1994.

Dit besluit wordt van kracht op dezelfde datum.

Namen, 22 december 1994,

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELME

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LIJTGEM